

Art. 4. L'article 205 du contrat de gestion de l'Office de la Naissance et de l'Enfance 2013-2018, est complété par l'alinéa suivant « En 2019, la dotation annuelle de l'Office est augmentée d'une part de 35.000 € afin d'assurer la publication d'un ouvrage émanant du projet 'Lire avec son bébé' et d'autre part de 1.300.000 € consacrée à la vaccination HPV et au dépistage de la mucoviscidose.

En 2020, le Gouvernement veillera à doter l'Office des moyens nécessaires pour assurer la vaccination HPV ainsi que le dépistage de la mucoviscidose en année pleine. »

Art. 5. Le présent avenant n° 16 au contrat de gestion de l'Office de la Naissance et de l'Enfance 2013-2018 entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Bruxelles, le 7 juin 2019 en 4 exemplaires, chacun des signataires ayant reçu deux exemplaires.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,

A. GREOLI

Pour l'Office de la Naissance et de l'Enfance :

L'Administrateur Général,
Benoît PARMENTIER

La Présidente,
Claudia CAMUT

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/41044]

27 MAART 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot goedkeuring van het aanhangsel nr. 16 bij de Beheersovereenkomst van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" 2013-2018

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. »;

Gelet op het decreet van 9 januari 2003 betreffende de doorzichtigheid, de autonomie en de controle in verband met de overheidsinstellingen, de maatschappijen voor schoolgebouwen en de maatschappijen voor vermogensbeheer die onder de Franse Gemeenschap ressorteren, artikel 17;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 14 november 2013 tot goedkeuring van de beheersovereenkomst van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" 2013-2018, gewijzigd bij de besluiten van 12 juni 2014, 24 april 2014, 11 februari 2015, 1 juli 2015, 18 december 2015, 15 maart 2017, 6 september 2017, 15 november 2017, 6 december 2017, 20 december 2017, 23 mei 2018, 27 juni 2018 en 28 november 2018;

Gelet op de beraadslaging van de Raad van Bestuur van "O.N.E." van 27 februari 2019;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 18 maart 2019;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 27 maart 2019;

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De Regering van de Franse Gemeenschap keurt het aanhangsel nr. 16 bij de Beheersovereenkomst van de "Office de la Naissance et de l'Enfance" 2013-2018, dat bij dit besluit gevoegd is, goed.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het wordt ondertekend.

Art. 3. De Vicepresident en Minister van Cultuur en Kinderwelzijn is belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 27 maart 2019.

De Minister van Cultuur en Welzijn,

A. GREOLI

De Minister-President,

R. DEMOTTE

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/13071]

3 AVRIL 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi de subventions pour les services Maisons de l'Adolescent

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, les articles 2, 3°, 15°, 16°, 19°, a), et 23°, 3, 4, 5, 139, 142, 143 et 149;

Vu le « test genre » du 30 octobre 2018 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 novembre 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 novembre 2018;

Vu l'avis n° 176 du Conseil communautaire de l'aide à la jeunesse, donné le 11 février 2019;

Vu l'avis du comité de concertation intra-francophone instauré par l'accord de coopération-cadre du 27 février 2014 entre la Communauté française, la Région wallonne et la Communauté française relatif à la concertation intra-francophone en matière de santé et d'aide aux personnes et aux principes communs applicables en ces matières donné le 9 janvier 2019;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 1^{er} mars 2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse;

Considérant que les Maisons de l'Adolescent ont pour mission principale de fédérer en un seul lieu les compétences de partenaires professionnels de secteurs très différents, de travailler en réseau et en complémentarité afin d'organiser une réponse et une approche globale des difficultés que peuvent rencontrer des adolescents, leur famille et leurs familiaux;

Considérant que les actions des Maisons de l'Adolescent sont des actions de prévention au sens des articles 3 à 5 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse et se réalisent donc en l'absence de tout mandat administratif ou judiciaire, dans le cadre de la libre adhésion du public concerné et de la garantie de l'anonymat;

Considérant que les intervenants des services concernés par le présent arrêté sont tenus au respect du secret professionnel et du code de déontologie de l'aide à la jeunesse;

Considérant que les Maisons de l'Adolescent s'adressent à des jeunes âgés d'au moins onze ans et de moins de vingt-deux ans et devront donc obtenir l'agrément spécifique prévu par l'article 142 du décret du 18 janvier 2018;

Considérant qu'il est pertinent que les horaires du service permettent une accessibilité aisée aux jeunes et à leur famille notamment en dehors des heures scolaires et de bureau;

Sur la proposition du Ministre de l'Aide à la jeunesse;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Les conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services « Maisons de l'Adolescent » sont fixées par le présent arrêté.

Pour l'application du présent arrêté, on entend par adolescent le jeune âgé d'au moins onze ans et de moins de vingt-deux ans.

CHAPITRE 2. — *Missions et conditions particulières d'agrément*

Art. 2. Le service « Maison de l'Adolescent », ci-après dénommé « le service », a pour mission :

1^o d'assurer une réponse centralisée, interdisciplinaire et globale aux difficultés de l'adolescent, de sa famille et de ses familiaux en fédérant en un seul lieu différents partenaires spécialisés, en travaillant en réseau et en complémentarité et en garantissant la continuité et la cohérence de l'intervention;

2^o de développer des actions collectives à l'attention des adolescents, de leurs familles et de leurs familiaux ainsi qu'à l'égard des professionnels concernés par les problématiques relatives à l'adolescence au sens du présent arrêté.

Art. 3. L'action du service comprend :

1^o le travail individuel de l'adolescent et, s'il échet, de sa famille et de ses familiaux, qui se caractérise par le traitement de la demande à court terme (de 1 à 5 entretiens individuels) avant une réorientation éventuelle, à défaut d'avoir pu apporter une réponse à la demande dans ce délai, vers un partenaire ou vers le réseau;

On entend par partenaire un opérateur spécialisé avec lequel une convention est établie fixant notamment la nature de la prestation qui se déroulera sur le site de la Maison de l'Adolescent ainsi que ses modalités.

On entend par réseau l'ensemble des opérateurs de la zone d'action de la Maison de l'Adolescent développant des actions en faveur des adolescents au sens du présent arrêté;

2^o la mise à la disposition des professionnels visés à l'article 2, 2^o, d'expertises et d'expériences à propos de l'adolescence, en favorisant l'articulation et la collaboration entre les professionnels de la zone d'action du service;

3^o permettre et favoriser l'organisation régulière d'actions collectives, par des opérateurs divers, partenaires ou membres du réseau, consistant en des groupes de paroles et autres ateliers thérapeutiques ou non, des débats, des conférences et des événements d'expression en lien avec l'adolescence, à destination des adolescents et des familles;

4^o la diffusion de toutes les formes d'expressions culturelles de et sur les adolescents.

En cas d'orientation en vertu de l'alinéa 1^{er}, 1^o, le service s'assure de la continuité de l'action entreprise en faveur de l'adolescent pendant les trois mois qui suivent son orientation et maintient le lien avec le partenaire ou le professionnel vers lequel il a été orienté pendant cette période.

Art. 4. Le service intervient de manière inconditionnelle, non contraignante et hors de tout mandat administratif ou judiciaire, et prend toutes les mesures pour garantir l'anonymat des adolescents.

Art. 5. Le projet éducatif définit la zone d'action du service.

Art. 6. Le service est accessible directement et sans rendez-vous du lundi au vendredi jusqu'au moins 18h00, les mercredis après-midi et au moins deux samedis par mois.

Durant les périodes de congés scolaires, le service peut déroger à ces horaires.

Le service veille à ce que ses horaires d'ouverture soient facilement et en tout temps consultables, notamment par voie électronique.

Art. 7. Le service tient un registre des demandes et un dossier pour chaque adolescent.

Si un travail individuel est entrepris, le dossier reprend les modalités et objectifs de celui-ci ainsi que l'ensemble des actions entreprises par les divers professionnels dans le cadre de l'accompagnement de l'adolescent.

Art. 8. Les données relatives aux adolescents et à leur situation qui peuvent être transmises à l'administration compétente sont rendues strictement anonymes.

CHAPITRE 3. — *Subventionnement*

Section 1^{ère}. — Dispositions générales

Art. 9. § 1^{er}. Un service peut être agréé en catégorie 1, 2, 3 ou 4, les normes de référence relatives à chacune de ces catégories étant reprises à l'article 10.

§ 2. Tout nouveau service est obligatoirement d'abord agréé en catégorie 1 pour une durée de 1 an.

Au terme de cette période, le service est agréé de plein droit en catégorie 2, sauf avis contraire de l'administration, auquel cas, la commission d'agrément est saisie pour avis.

§ 3. Suivant les nécessités et l'étendue de la zone d'action, le service peut tenir une partie de ses activités dans des lieux décentralisés.

Section 2. — Subventions pour frais de personnel

Art. 10. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de personnel visée aux articles 53 à 55 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 5 décembre 2018 relatif aux conditions générales d'agrément et d'octroi des subventions pour les services visés à l'article 139 du décret du 18 janvier 2018 portant le Code de la prévention, de l'aide à la jeunesse et de la protection de la jeunesse, ci-après « l'arrêté du 5 décembre 2018 », est allouée au service sur la base des normes d'effectif suivantes :

1° Service de catégorie 1 : 4 équivalents temps plein :

- 1 directeur ou coordinateur;
- 0,5 administratif;
- 2 éducateurs classe 1, assistants sociaux ou assistants en psychologie;
- 0,5 titulaire d'un master;

2° Service de catégorie 2 : 5 équivalents temps plein :

- 1 directeur ou coordinateur;
- 0,5 administratif;
- 0,5 technique;
- 2 éducateurs classe 1, assistants sociaux ou assistants en psychologie;
- 1 titulaire d'un master;

3° Service de catégorie 3 : 6 équivalents temps plein :

- 1 directeur ou coordinateur;
- 0,5 administratif;
- 0,5 technique;
- 3 éducateurs classe 1, assistants sociaux ou assistants en psychologie;
- 1 titulaire d'un master;

4° Service de catégorie 4 : 7 équivalents temps plein :

- 1 directeur ou coordinateur;
- 0,5 administratif;
- 0,5 technique;
- 4 éducateurs classe 1, assistants sociaux ou assistants en psychologie;
- 1 titulaire d'un master.

Section 3. — Subventions pour frais de fonctionnement

Art. 11. La subvention annuelle provisionnelle pour frais de fonctionnement visée aux articles 57 à 61 de l'arrêté du 5 décembre 2018 est allouée au service sur la base des normes de référence suivantes :

1° service de catégorie 1 : 34.670 euros;

2° service de catégorie 2 : 38.872 euros;

3° service de catégorie 3 : 44.650 euros;

4° service de catégorie 4 : 50.428 euros.

CHAPITRE 4. — *Dispositions transitoires et finales*

Art. 12. Les services qui sont agréés et subventionnés à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté pour les missions prévues par le présent arrêté, sur la base de l'arrêté du 15 mars 1999 relatif aux conditions particulières d'agrément et d'octroi des subventions pour les services qui mettent en œuvre un projet pédagogique particulier, sont agréés de plein droit sur la base du présent arrêté à partir de la date de son entrée en vigueur.

Art. 13. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} avril 2019.

Art. 14. Le Ministre ayant la prévention, l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 avril 2019.

Le Ministre-Président, en charge de l'Égalité des Chances et des Droits des Femmes,
R. DEMOTTE

Le Ministre de la Jeunesse, de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice,
des Sports et de la Promotion de Bruxelles,

R. MADRANE

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/13071]

3 APRIL 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van subsidies voor de diensten “Maisons de l'Adolescent”

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, de artikelen 2, 3°, 15°, 16°, 19°, a), en 23°, 3, 4, 5, 139, 142, 143 en 149;

Gelet op de « gendertest » van 30 oktober 2018 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1°, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van de Financiën, gegeven op 13 november 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 21 november 2018;

Gelet op het advies nr. 176 van de Gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd, gegeven op 11 februari 2019;

Gelet op het advies van het intrafrancofoon overlegcomité ingesteld bij het samenwerkingsovereenkomstkader van 27 februari 2014 tussen de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie houdende het intrafrancofoon overleg op het gebied van gezondheid en bijstand aan personen en de gemeenschappelijke principes die van toepassing zijn in deze materies, gegeven op 9 januari 2019;

Gelet op de aanvraag om advies binnen een termijn van 30 dagen gestuurd aan de Raad van State op 1 maart 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het gebrek aan mededeling van het advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming;

Overwegende dat de « Maisons de l'Adolescent » als hoofdplicht hebben de vaardigheden van professionele partners uit zeer verschillende sectoren op één plaats samen te brengen, te netwerken en elkaar aan te vullen om een reactie en een globale aanpak te organiseren voor de moeilijkheden waarmee de tieners, hun families en hun vertrouwelingen geconfronteerd kunnen worden;

Overwegende dat de acties van de « Maisons de l'Adolescent » acties inzake preventie zijn in de zin van de artikelen 3 tot 5 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming en dus uitgevoerd worden in afwezigheid van elk administratief of gerechtelijk mandaat, in het kader van de vrije toetreding van het betrokken publiek en de garantie voor anonimiteit;

Overwegende dat de tussenpersonen van de diensten die betrokken zijn bij dit besluit ertoe gehouden zijn het beroepsgeheim en de gedragscode van hulpverlening aan de jeugd na te leven;

Overwegende dat de « Maisons de l'Adolescent » bestemd zijn voor jongeren van meer dan elf jaar en minder dan tweeëntwintig jaar en dat ze bijgevolg de specifieke erkenning moeten hebben zoals bedoeld in artikel 142 van het decreet van 18 januari 2018;

Overwegende dat het relevant is dat de uurregelingen van de diensten een gemakkelijke toegang kunnen geven aan jongeren en hun familie inzonderheid buiten de school- en kantooruren;

Op de voordracht van de Minister van Hulpverlening aan de jeugd;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK 1. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. De bijzondere voorwaarden voor de erkenning en de toekenning van subsidies voor de diensten « Maisons de l'Adolescent » worden door dit besluit vastgesteld.

Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder adolescent de jongere tussen minstens elf en maximum tweeëntwintig jaar.

HOOFDSTUK 2. — *Bijzondere opdrachten en voorwaarden voor de erkenning*

Art. 2. De dienst « Maison de l'Adolescent », hierna « de dienst » genoemd, heeft als opdracht :

2° voor een gecentraliseerde, interdisciplinaire en globale reactie te zorgen op de moeilijkheden van de adolescent, zijn familie en zijn vertrouwelingen door op een enkele plaats verschillende gespecialiseerde partners te verenigen, door te netwerken en elkaar aan te vullen en door de continuïteit en de samenhang van de interventie te waarborgen;

collectieve acties te ontwikkelen voor adolescenten, hun families en hun vertrouwelingen alsook voor professionele die betrokken zijn bij de problematieken betreffende de adolescentie in de zin van dit besluit.

Art. 3. De actie van de dienst bevat :

1° het individuele werk van de adolescent en, in voorkomend geval, van zijn familie en zijn vertrouwelingen dat gekenmerkt wordt door de behandeling van de aanvraag op korte termijn (van 1 tot 5 individuele gesprekken) vóór een mogelijke reoriëntatie, bij gebrek aan een antwoord op de aanvraag binnen deze termijn, naar een partner of naar het netwerk;

Onder partner wordt verstaan een gespecialiseerde operator met wie een overeenkomst wordt vastgesteld die inzonderheid de aard van de prestatie bepaalt die op de plaats van de « Maison de l'Adolescent », plaats zal vinden, alsook de nadere regels ervan.

Onder netwerk wordt verstaan het geheel van de operatoren van de actiezone van de « Maison de l'Adolescent » die acties ontwikkelen ten gunste van de adolescenten in de zin van dit besluit;

2° de ter beschikking stelling van de professionelen bedoeld in artikel 2, 2, van deskundigheid en ervaring in verband met de adolescentie, ter bevordering van de samenhang en de samenwerking tussen de professionelen van de actiezone van de dienst;

3° de regelmatige organisatie van collectieve acties toestaan en aanmoedigen door verschillende exploitanten, partners of leden van het netwerk, bestaande uit praatgroepen en al dan niet andere therapeutische ateliers, debatten, conferenties en uitingsevenementen in verband met de adolescentie, gericht op adolescenten en families;

4° de verspreiding van alle vormen van culturele uitingsvormen van en over de adolescenten.

Ingeval van oriëntatie overeenkomstig het eerste lid, 1°, zorgt de dienst voor de voortzetting van de actie ondernomen voor de adolescent tijdens drie maanden volgend op zijn oriëntatie en onderhoudt de band met de partner of de professioneel naar wie hij gericht werd tijdens deze periode.

Art. 4. De dienst treedt onvoorwaardelijk, niet-bindend en buiten elk administratief of gerechtelijk mandaat op en neemt alle maatregelen om de anonimiteit van adolescenten te waarborgen.

Art. 5. Het opvoedingsproject bepaalt de actiezone van de dienst.

Art. 6. De dienst is onmiddellijk en zonder afspraak toegankelijk van maandag tot vrijdag tot ten minste 18.00 uur op woensdag namiddag en ten minste twee zaterdagen per maand.

Tijdens de schoolvakanties kan de dienst van deze uurregelingen afwijken.

De dienst zorgt ervoor dat zijn uurregelingen voor opening en bereikbaarheid eenvoudig en altijd te raadplegen zijn, inzonderheid langs elektronische weg.

Art. 7. De dienst houdt een aanvragenregister en een dossier voor elke adolescent bij.

Als een individuele begeleiding wordt opgestart, bevat het dossier de nadere regels en doelstellingen van deze begeleiding, alsook het geheel van de acties ondernomen door de verschillende professionelen in het kader van de begeleiding van de adolescent.

Art. 8. De gegevens over de adolescenten en hun toestand die aan de bevoegde administratie bezorgd kunnen worden, worden strikt anoniem gemaakt.

HOOFDSTUK 3. — *Subsidiëring*

Afdeling 1. — Algemene bepalingen

Art. 9. § 1. Een dienst kan in categorie 1, 2, 3 of 4 erkend zijn, de normen waarnaar wordt verwezen voor elk van deze categorieën worden in artikel 10 opgenomen.

§ 2. Elke nieuwe dienst moet eerst verplicht gedurende minimaal 1 jaar in categorie 1 erkend zijn.

Op het einde van deze periode is de dienst van rechtswege in categorie 2 erkend, behoudens andersluidende bepaling van de administratie, in dat geval brengt de erkenningscommissie een advies uit.

§ 3. Volgens de noodzaak en de omvang van de actiezone kan de dienst een gedeelte van zijn activiteiten in gedecentraliseerde plaatsen organiseren.

Afdeling 2. — Subsidies voor personeelskosten

Art. 10. De provisionele jaarlijkse subsidie voor personeelskosten bedoeld in de artikelen 53 tot 55 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 5 december 2018 betreffende de algemene voorwaarden voor de erkenning en de subsidiëring van de diensten bedoeld in artikel 139 van het decreet van 18 januari 2018 houdende het wetboek van preventie, hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, hierna "het besluit van 5 december 2018" genoemd, wordt aan de dienst op basis van de volgende normen inzake personeelsbestand toegekend :

5° Dienst categorie 1 : 4 voltijdse equivalenten :

- 1 directeur of coördinator;
- 0,5 administratief medewerker;
- 2 opvoeders klasse 1, maatschappelijke assistenten of assistenten in psychologie;
- 0,5 houder van een masterdiploma;

6° Dienst categorie 2 : 5 voltijdse equivalenten :

- 1 directeur of coördinator;
- 0,5 administratief medewerker;
- 0,5 technisch medewerker;
- 2 opvoeders klasse 1, maatschappelijke assistenten of assistenten in psychologie;
- 1 houder van een masterdiploma;

7° Dienst categorie 3 : 6 voltijdse equivalenten :

- 1 directeur of coördinator;
- 0,5 administratief medewerker;
- 0,5 technisch medewerker;
- 3 opvoeders klasse 1, maatschappelijke assistenten of assistenten in psychologie;
- 1 houder van een masterdiploma;

8° Dienst categorie 4 : 7 voltijdse equivalenten :

- 1 directeur of coördinator;
- 0,5 administratief medewerker;
- 0,5 technisch medewerker;
- 4 opvoeders klasse 1, maatschappelijke assistenten of assistenten in psychologie;
- 1 titulaire d'un master.

Afdeling 3. — Subsidies voor werkingskosten

Art. 11. De provisionele jaarlijkse subsidie voor werkingskosten bedoeld in de artikelen 57 tot 61 van het besluit 5 december 2018 wordt aan de dienst op basis van de volgende referentienormen toegekend :

- 5° dienst categorie 1 : 34.670 euro;
- 6° dienst categorie 2 : 38.872 euro;
- 7° dienst categorie 3 : 44.650 euro;
- 8° dienst categorie 4 : 50.428 euro.

HOOFDSTUK 4. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 12. De diensten die erkend en gesubsidieerd worden op de datum van de inwerkingtreding van dit besluit voor de opdrachten bedoeld in dit besluit, op basis van het besluit van 15 maart 1999 betreffende de bijzondere voorwaarden voor de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de diensten die een bijzonder opvoedingsproject ten uitvoer brengen, worden van rechtswege erkend op basis van dit besluit vanaf de datum van zijn inwerkingtreding.

Art. 13. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 april 2019.

Art. 14. De Minister bevoegd voor Preventie, Hulpverlening aan de jeugd en jeugdbescherming, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 april 2019.

De Minister-President, belast met Gelijke kansen en Vrouwenrechten,
R. DEMOTTE

De Minister van Jeugd, Hulpverlening aan de jeugd, Justitiehuisen,
Sport en Promotie van Brussel,
R. MADRANE

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2019/41204]

8 MAI 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle, les articles 13, § 2 à 4., 22, § 2 et § 3, 28, 30, § 1^{er}, 36, § 2, alinéa 3, 60, § 2, 61, § 2, 64, alinéa 3, 88, alinéa 1^{er}, 89, § 1^{er}, 92 à 96 et 121 du décret;

Vu le « test genre » du 4 février 2019 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1°, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 22 février 2019;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} mars 2019;

Vu l'avis 65.802/4 du Conseil d'Etat, donné le 29 avril 2019 en application de l'article 84, §1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Vice-présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, on entend par :

- 1° décret : le décret du 28 mars 2019 sur la nouvelle gouvernance culturelle;
- 2° Administration : les services du Gouvernement en charge des politiques culturelles;
- 3° Ministre : le Ministre qui a dans ses attributions la matière dont relève le secteur concerné.

CHAPITRE 2. — De la reconnaissance des fédérations professionnelles

Art. 2. § 1^{er}. Dès l'entrée en vigueur du présent arrêté, et ensuite tous les cinq ans ou à tout moment afin de répondre à une carence de représentation dans un secteur, une discipline ou une activité professionnelle, le Ministre lance un appel à candidatures publié sur le site internet de l'Administration auprès des fédérations professionnelles actives en matière de politiques culturelles en vue de leur reconnaissance dans le cadre du décret.

L'appel public à candidatures précise les éléments suivants :

- 1° l'intitulé et l'objet de l'appel;
- 2° la durée de la reconnaissance;
- 3° les incompatibilités énoncées à l'article 4 du décret;
- 4° l'adresse à laquelle la candidature doit être envoyée;
- 5° le délai dans lequel la candidature doit être envoyée.

La fédération professionnelle qui sollicite sa reconnaissance introduit sa demande par écrit par le biais de son organe d'administration ou de gestion auprès de l'Administration, dans un délai de soixante jours à dater de la publication de l'appel sur le site internet de l'Administration. Ce délai peut être ramené à minimum quinze jours en cas d'urgence motivée par le Ministre.

§ 2. Pour être recevable, sans préjudice de l'article 120 du décret, la demande de reconnaissance doit être accompagnée des documents suivants :

- 1° une copie des statuts de la fédération professionnelle en vigueur à la date de la demande, tels que publiés au *Moniteur belge*;